



DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DES MOYENS GÉNÉRAUX ET
DES FOURNITURES

**FOURNITURE DE PRODUITS D'HYGIÈNE ET
D'ENTRETIEN, DE MASQUES CHIRURGICAUX ET
D'EMBALLAGES ALIMENTAIRES**

ACCORD-CADRE N°25F036

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES**

(CCTP)

Commun à tous les lots

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 - PERFORMANCES GÉNÉRALES DES PRODUITS ET DES MATÉRIELS D'ENTRETIEN FOURNIS	3
2.1. Performances techniques	3
2.2. Performances organisationnelles	3
2.3. Performances environnementales	3
ARTICLE 3 - PRESTATIONS SPÉCIFIQUES AU LOT 3	4
3.1. Périmètre des prestations	4
3.2. Produits d'entretien proposés	4
3.3. Évolution des articles proposés	5
3.4. Conformité et étiquetage réglementaire	5
3.5. Mise à disposition et installation du matériel de nettoyage	5
3.6. Opérations de maintenance préventive et curative	6
3.7. Assistance et suivi technique	7
3.8. Rémunération des prestations	7
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE LIVRAISON	8
4.1. Délais de livraison	8
4.2. Adresses de livraison	8
4.3. Accès	8
4.4. Véhicules de livraison	9
4.5. Bons de livraison	9
4.6. Emballages	9
ARTICLE 5 - ORIGINE DES FOURNITURES DU LOT 6	9

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison à l'Assemblée nationale de produits d'hygiène et d'entretien, d'emballages alimentaires jetables et de masques chirurgicaux à l'exclusion des articles fournis par les prestataires des marchés de ménage des bâtiments de l'Assemblée nationale.

La liste et les spécifications techniques des produits à fournir sont indiquées dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) annexés aux actes d'engagement des lots correspondants.

Cet accord-cadre comporte 6 lots :

- Lot 1 : Sacs-poubelles spécifiques
- Lot 2 : Gants, éponges et ouate
- Lot 3 : Produits d'entretien courant et savons
- Lot 4 : Fournitures d'entretien et sacs-poubelles
- Lot 5 : Emballages alimentaires jetables
- Lot 6 : Masques

Les lots 1 et 2 sont réservés à des entreprises adaptées (EA) ou à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), sur le fondement de l'article L. 2113-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - PERFORMANCES GÉNÉRALES DES PRODUITS ET DES MATÉRIELS D'ENTRETIEN FOURNIS

2.1. Performances techniques

Les produits et matériels d'entretien fournis permettent d'assurer le nettoyage des différents locaux et zones de surface des sites de l'Assemblée nationale et/ou le fonctionnement des sites de restauration, dans le respect des normes françaises et européennes en vigueur. Ils présentent les meilleures garanties en termes d'efficacité, de durabilité et de coût d'utilisation.

2.2. Performances organisationnelles

Les produits et matériels d'entretien fournis ainsi que le service après-vente assuré par le titulaire :

- permettent de favoriser la diminution de la pénibilité des tâches pour le personnel ;
- optimisent les consommations ;
- sont simples d'utilisation.

2.3. Performances environnementales

À performance, efficacité et robustesse égales, le titulaire privilégie dans sa proposition des produits et matériels respectueux de l'environnement disposant d'un écolabel (Ecolabel

européen, NF Environnement, détergence écologique d'Ecocert etc.) ou d'un système d'étiquetage équivalent (labels écologiques équivalents).

Les candidats dont les produits ou matériels ne sont pas labellisés peuvent démontrer par tout moyen que les articles qu'ils proposent se conforment de façon équivalente à ces objectifs de performance environnementale.

Dans tous les cas, les produits proposés devront :

- privilégier l'utilisation de produits recyclés ;
- limiter les rejets polluants et la production de déchets ;
- limiter la présence de substances nocives pour la santé et l'environnement ;
- limiter la consommation de ressources non renouvelables.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS SPÉCIFIQUES AU LOT 3

3.1. Périmètre des prestations

Le titulaire du lot 3 « Produits d'entretien courant et savons » s'engage, sous sa propre responsabilité, dans les conditions prévues par les pièces contractuelles, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution du contrat, et d'une façon générale pour :

- l'approvisionnement et la fourniture des produits d'entretien et savons commandés ;
- la mise à disposition et l'installation du matériel de nettoyage nécessaire à l'emploi des produits d'entretien ainsi que son maintien en parfait état de fonctionnement, par les soins du titulaire, grâce à des opérations de maintenance préventive et curative ;
- la livraison, dans les délais impartis, de tous les sites de l'Assemblée nationale ;
- la formation du personnel de l'Assemblée nationale concerné aux risques inhérents à l'utilisation des produits d'entretien et au bon usage du matériel de nettoyage associé ;
- la mise à jour annuelle des fiches de données de sécurité des produits proposés à la vente et l'actualisation, en conséquence, de l'affichage réglementaire sur ses produits d'entretien et matériels de nettoyage associés.

Le titulaire propose à la vente des produits d'entretien et matériels présentant les meilleures performances techniques, organisationnelles et environnementales compte tenu des prescriptions figurant dans le présent CCTP.

3.2. Produits d'entretien proposés

Le titulaire transmet à l'Assemblée nationale un tableau unique qui, pour chaque produit d'entretien renseigné au bordereau des prix unitaires et, le cas échéant, chaque article pressenti pour un achat sur catalogue, précise :

- le système de dosage ;
- le pourcentage de dilution ;
- les pictogrammes de danger des produits ;

- les noms, la marque et la référence des produits ;
- le conditionnement.

En outre, pour chaque produit d'entretien proposé, le titulaire fournit :

- la fiche technique correspondante en précisant le type de conditionnement. Chaque fiche technique fait référence à la norme applicable pour le produit considéré ;
- la fiche de données sécurité (FDS) conforme à la réglementation.

Dès notification du marché, un double du classeur des fiches techniques sera adressé à l'Assemblée nationale à l'adresse suivante : Assemblée nationale, Direction de la Logistique parlementaire, 126 rue de l'Université, 75007 Paris.

3.3. Évolution des articles proposés

En cas de mauvais résultats de lavage ou de nettoyage, visuels ou révélés par les analyses bactériologiques, le fournisseur prend toutes les mesures nécessaires pour adapter ses produits et/ou son matériel de nettoyage associé sans surcoût pour l'Assemblée nationale.

Tout article manquant durablement ou déréférencé doit faire l'objet d'une **substitution par un article d'une qualité et d'un niveau d'exigence au moins équivalent et au même prix**, sous réserve de l'accord exprès du service concerné.

Préalablement au remplacement d'un produit, le titulaire fournit à l'Assemblée nationale, si elle en fait la demande, la composition, les caractéristiques techniques, les données de sécurité, le lieu de fabrication ainsi que les échantillons du produit envisagé.

3.4. Conformité et étiquetage réglementaire

L'ensemble des produits devra être conforme aux normes françaises et européennes en vigueur, en particulier celles relative aux produits de nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.

Les produits devront être étiquetés selon les normes de sécurité en vigueur le jour de la livraison. Ils sont accompagnés, dans la mesure du possible, d'instructions sur leur utilisation et le paramétrage du système de dosage.

Les produits répondent aux critères suivants :

- ne pas être classifiés comme : Explosible (E) ; Comburant (O) ; Extrêmement inflammable (F+) ; Facilement inflammable (F) ; Inflammable ; Très toxique (T+) ; Toxique (T) ; Nocif (Xn) ; Sensibilisant (R42 et R43) ; Cancérogène ; Mutagène ; Toxique pour la reproduction ; Dangereux pour l'environnement (N) ;
- ne pas contenir d'agents de surfaces qui ne soient pas facilement biodégradables ;
- ne contenir que des mélanges de parfums produits conformément aux normes IFRA.

3.5. Mise à disposition et installation du matériel de nettoyage

Le titulaire fournit un parc de matériels de nettoyage réparti sur les sites de l'Assemblée nationale suivants :

- 126 et 128 rue de l'Université, 75007 Paris (Palais-Bourbon, Présidence) ;
- 101 rue de l'Université, 75007 Paris (Immeuble Chaban-Delmas) ;
- 233 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ;
- 35 rue Saint-Dominique, 75007 Paris (Ensemble immobilier Olympe de Gouges).

En cas de besoin, à la demande de l'Assemblée nationale, d'autres sites pourront être ajoutés. L'ensemble des sites susceptibles d'être ajoutés se situent dans le même périmètre géographique, autour du Palais-Bourbon, dans le 7^{ème} arrondissement de Paris.

Les matériels mis à disposition de l'Assemblée nationale sont :

Désignation du matériel de nettoyage	Quantités mises à disposition
Doseur "lavage - rinçage" (pour lave-vaisselle)	7
Doseur plonge manuelle	5
Centrale de dilution traitement des légumes	2
Centrale de désinfection	25
Distributeur de savon à main avec système de commande à coude	30 (à titre indicatif, non contractuel)

Le matériel reste la propriété du titulaire. Le présent contrat n'implique aucun transfert de droits sur le matériel.

Le titulaire du marché est chargé :

- du démontage du matériel existant (le cas échéant) ;
- de la mise à disposition, du montage et du réglage de ses matériels ;
- du démontage de ceux-ci en cas de non-reconduction du marché ou fin de marché.

Le titulaire s'assure qu'il n'y ait aucune rupture de service entre le démontage et l'installation des nouveaux matériels. Au plus tard jusqu'à un mois après la notification de l'accord-cadre, il installe l'ensemble de ses matériels de nettoyage mis à disposition. Il s'engage à ne pas apporter de modifications qui seraient susceptibles de remettre en cause la garantie des équipements de l'Assemblée nationale. En cas de détérioration constatée des équipements à la suite de l'installation de son matériel, le titulaire prendra à sa charge l'intégralité des frais de réparations afférents.

Le titulaire assume l'entière responsabilité du matériel dès sa mise à disposition et jusqu'à sa restitution.

3.6. Opérations de maintenance préventive et curative

Le titulaire est chargé de la maintenance préventive et curative des matériels mis à disposition.

À cet effet, il effectue **chaque trimestre une visite préventive** sur les sites de l'Assemblée nationale où son matériel a été installé. Cette visite permet d'apprécier l'état de fonctionnement et le bon usage des installations, de changer les pièces usagées et d'effectuer les réglages nécessaires.

Le déclenchement de cette obligation s'effectue par l'envoi, au titulaire, d'une demande d'intervention par courriel. Le délai d'intervention du titulaire est de 7 jours calendaires à compter de cette date.

En cas de demande de réparation du matériel, le titulaire remet l'appareil en état de fonctionnement dans un délai de **2 jours ouvrés maximum**, à compter de la demande d'intervention qui s'effectue par téléphone et/ou courriel. **L'indisponibilité des matériels ne doit pas excéder 2 jours ouvrés à compter de la signalisation au titulaire.**

Chaque intervention (maintenance préventive ou corrective) fait l'objet d'un rapport de visite précisant *a minima* la date, le lieu, les vérifications effectuées ou le motif d'intervention, le cas échéant les réparations effectuées, ainsi que l'identification de l'agent intervenant. Ce rapport de visite devra être transmis, dans un délai de **3 jours ouvrés**, par courriel à l'interlocuteur désigné par l'Assemblée nationale.

3.7. Assistance et suivi technique

Le titulaire fournit une assistance en matière d'hygiène qui porte tant sur l'utilisation des matériels de nettoyage que sur celle des produits d'entretien.

Pour chaque matériel installé sur site, le titulaire fournit des protocoles imagés de nettoyage et de désinfection qu'il affiche à proximité immédiate de chaque appareil afin d'aider les utilisateurs.

Le titulaire devra assurer la formation au protocole de nettoyage d'hygiène et de sécurité de l'ensemble des utilisateurs de l'Assemblée nationale. Ces formations permettent d'identifier, évaluer et maîtriser les dangers significatifs au regard de la sécurité des aliments.

Les utilisateurs de l'Assemblée nationale s'engagent à respecter les règles de sécurité lors de l'utilisation du matériel mis à disposition conformément aux protocoles fournis par le titulaire.

3.8. Rémunération des prestations

Pour les quantités demandées au présent CCTP (cf. article 3.5 ci-dessus), les prix de la mise à disposition, de l'installation, du démontage, de la maintenance préventive et corrective des matériels de nettoyage mis à disposition ainsi que la fourniture de consommables associés et la formation des utilisateurs sont à la charge entière du titulaire.

La mise à disposition, l'installation, le démontage, la maintenance préventive et corrective d'un appareil supplémentaire – hors distributeur de savon à main – fait l'objet, pour chaque type d'appareil, d'une tarification unitaire forfaitaire annuelle prévue au bordereau des prix unitaires. Ce forfait annuel pourra être appliqué, à la demande expresse du titulaire, pour chaque appareil supplémentaire dont l'installation serait exigée par l'Assemblée nationale. Le titulaire ne peut s'opposer à ces installations supplémentaires.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE LIVRAISON

4.1. Délais de livraison

Sauf disposition contraire stipulée dans le bon de commande, les livraisons sont assurées en une seule fois dans un délai maximal de **huit jours ouvrables** à compter de l'envoi du bon de commande par courriel.

Le délai peut être prolongé sur demande expresse du titulaire, acceptée par le signataire du bon de commande.

De manière exceptionnelle, en cas d'urgence, l'Assemblée nationale pourra fixer un délai de livraison inférieur à huit jours ouvrables. Le directeur de la Logistique parlementaire ou son représentant précise dans le bon de commande les modalités de livraison (heures et lieux).

4.2. Adresses de livraison

Sauf disposition contraire et expresse du bon de commande, les fournitures sont livrées les jours ouvrés, **avant 10h00**, à l'une des adresses suivantes :

- 101, rue de l'Université – 75007 PARIS
- 128, rue de l'Université – 75007 PARIS
- 3, rue Aristide Briand – 75007 PARIS
- 32, rue Saint-Dominique – 75007 PARIS
- 35, rue Saint- Dominique – 75007 PARIS
- 30, rue Las Cases – 75007 PARIS

Les livraisons urgentes sont livrées aux jour et heure convenus avec le directeur de la Logistique parlementaire ou son représentant.

Les fournitures sont livrées franco de port, d'emballage et de manutention.

Elles sont livrées à destination, en fonction du volume, sur palettes filmées, au moyen d'un camion à hayon.

À titre indicatif, les commandes générales s'effectuent une fois par mois.

4.3. Accès

À la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit demander à l'Assemblée nationale la délivrance, pour ses chauffeurs, d'un badge afin de faciliter les contrôles de sécurité à l'entrée des locaux.

Le personnel du titulaire doit se plier aux contraintes d'accès aux locaux et respecter une stricte obligation de réserve et de discrétion à l'intérieur de l'Assemblée nationale et de ses dépendances. Seuls devront être utilisés par ce personnel les parcours, accès et locaux qui leur auront été désignés. À l'expiration de leur période de validité, les badges doivent être restitués à l'Assemblée nationale.

Tout abus ou fraude portant sur ces badges sera considéré comme une faute grave du titulaire pouvant entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 16 du CCAP.

4.4. Véhicules de livraison

Les livraisons sont normalement assurées par des véhicules de moins de 3,5 tonnes. Si le véhicule de livraison est d'un tonnage supérieur, une autorisation doit être demandée auprès du responsable du magasin de l'Assemblée nationale, par courriel (magasin-126@assemblee-nationale.fr), **au moins 48 heures avant la date de la livraison**, en indiquant :

- le nom du titulaire,
- le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale,
- la date et le lieu de livraison,
- la société de transport,
- l'identité du chauffeur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

4.5. Bons de livraison

Les livraisons sont accompagnées de bons de livraison à l'en-tête du titulaire mentionnant :

- le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale,
- le lieu de livraison,
- la date d'expédition,
- la désignation du produit,
- les quantités livrées,
- les dénominations, mentions et indications propres à en permettre le contrôle.

Le titulaire est responsable des fournitures considérées dans leur ensemble : contenu, contenant et emballage jusqu'à leur admission par le directeur de la Logistique parlementaire ou son représentant.

4.6. Emballages

Le titulaire peut être, sur demande du responsable du magasin du matériel ou des restaurants de l'Assemblée nationale, tenu de récupérer les résidus d'emballages et/ou les palettes ayant servi à l'expédition. Le titulaire fait toute diligence pour assurer l'évacuation de ces objets.

ARTICLE 5 - ORIGINE DES FOURNITURES DU LOT 6

Conformément à l'article L.2112-4 du code de la commande publique, l'Assemblée nationale exige que les étapes et moyens utilisés pour la conception, l'assemblage et la production des produits du lot 6 soient localisés sur le territoire des États membres de l'Union Européenne.

Cette mesure est motivée par la volonté de sécuriser les approvisionnements dans la perspective d'une nouvelle crise sanitaire, ainsi que par la prise en compte de considérations environnementales.

Une fiche technique de conformité correspondante à chaque type de masque livré devra accompagner la livraison, elle devra également être envoyée de manière dématérialisée à la direction de la Logistique parlementaire.

Cette fiche technique devra permettre au minimum :

- d'assurer la traçabilité du produit afin de prouver que les produits sont bien conçus, assemblés et produits sur le territoire des États membres de l'Union Européenne ;
- d'assurer la conformité aux normes et spécifications techniques applicables en vigueur.

Elle devra être accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires au contrôle par le pouvoir adjudicateur du respect de ces obligations. L'Assemblée nationale pourra demander toutes pièces complémentaires nécessaires à son contrôle.
